

CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE INDETERMINEE

Entre les soussignés :

L'Entreprise PHARMACIE DE L'ARC EN CIEL

Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée

Numéro SIRET : 423 115 666 00020

Code NAF : 4773 Z

Immatriculée à l'URSSAF d'Occitanie située 166 rue Pierre et Marie Curie - LABEGE - 31 061
TOULOUSE Cedex 9

Située 69 Avenue de L'Isle – 31 800 SAINT GAUDENS

Agissant par l'intermédiaire de ses représentants légaux Madame Corinne POUJOL et
Monsieur Philippe DUBERNARD, Co-Gérants

Ci-après dénommée : « l'entreprise »

D'une part,

ET

Madame Pauline PIPIER

Née le 17 décembre 1994 à TOULOUSE (31)

De nationalité française

N° de sécurité sociale : 2 94 12 31 555 734 60

Demeurant 118 Avenue de Rangueil - 31 000 TOULOUSE

Ci-après dénommée : « le salarié »

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Engagement

L'entreprise engage le salarié pour une **durée indéterminée à temps complet, à compter du 1^{er} février 2022.**

Le salarié est engagé en qualité de **Préparateur en pharmacie, Catégorie Employé, 3^{ème} Échelon, Coefficient 260**, prévu par la convention collective : Pharmacie d'officine appliquée dans l'entreprise.

Le présent contrat succédant immédiatement à un contrat à durée déterminée conclu en date du 26 octobre 2021, cette dernière date sera retenue comme date d'ancienneté du salarié dans l'entreprise.

Article 2 : Période d'essai

Le présent contrat est conclu sans période d'essai.

Article 3 : Fonctions et obligations professionnelles

Dans le cadre du présent contrat, le salarié doit effectuer l'ensemble des attributions attachées à sa fonction ainsi que toutes les tâches annexes ou accessoires à celle-ci que pourrait lui demander l'entreprise.

Le salarié exercera ses fonctions sous l'autorité et selon les directives des Co-Gérants ou de toute autre personne qui pourrait leur être substituée, auxquels il rendra compte de son activité.

Les fonctions confiées au salarié sont par nature évolutives. Elles pourront donc nécessiter des adaptations liées aux évolutions économiques, commerciales et techniques.

Le salarié s'engage notamment à suivre à cette fin toute formation que lui demanderait l'entreprise.

Le salarié s'oblige à titre personnel à respecter strictement les horaires de travail impartis, la ponctualité requise à l'intention des clients de l'entreprise et à se présenter avec une tenue vestimentaire correcte.

D'une façon générale, le salarié s'oblige à un comportement irréprochable à l'intention de la clientèle de son employeur, sachant faire preuve en toute circonstance de courtoisie, d'amabilité et de réserve.

Le salarié s'interdit de quelque façon que ce soit, par quelque fait ou propos, acte ou agissement que ce soit, de porter atteinte à la réputation et l'image de marque de l'entreprise dans ses relations avec les clients ainsi qu'avec l'ensemble du personnel attaché à l'entreprise.

A titre indicatif, ces fonctions seront exercées au siège social de l'entreprise situé actuellement 69 Avenue de L'Isle à SAINT GAUDENS (31 800).

Article 4 : Durée du travail

La durée hebdomadaire de travail du salarié est fixée à **35 heures**, effectuées selon le planning établi par la Direction. Le salarié est informé que les horaires de travail et leur aménagement pourront être modifiés en fonction des impératifs de production.

L'horaire de travail du salarié suivra les variations à venir de l'horaire collectif de travail de l'entreprise.

Article 5 : Heures Supplémentaires

Il est convenu que le salarié pourra être amené, sur demande de la Direction, à effectuer des heures supplémentaires au-delà de la durée de travail fixée à l'article 4 du présent contrat et dans la limite des dispositions légales et conventionnelles.

Article 6 : Rémunération

En contrepartie de son travail, le salarié percevra une rémunération mensualisée brute de **mille huit-cent-vingt-huit Euros et cinquante-six centimes (1828,56 €)**, pour 151,67 heures mensuelles.

Article 7 : Congés payés

Le salarié aura droit aux congés payés prévus par les articles L. 3141-1 et suivants du Code du travail et par la convention collective applicable dans l'entreprise.

Article 8 : Absence, maladie, accident

Le salarié s'engage :

- à informer immédiatement l'entreprise de tout empêchement d'exercer ses fonctions, en indiquant les motifs et la durée prévue de cette absence,
- et à produire dans les 48 heures le certificat médical qui lui aura été délivré.

En cas de prolongation d'arrêt de travail, le salarié devra transmettre dans les mêmes délais le certificat médical justifiant cette prolongation.

Toute absence qui ne serait pas justifiée dans les conditions prévues ci-dessus sera passible d'une sanction.

Article 9 : Confidentialité

Le salarié est tenu par une obligation de confidentialité concernant toutes les informations dont il aurait eu connaissance dans le cadre du présent contrat.

Il s'engage, notamment, à ne divulguer aucune information relative aux méthodes de travail de l'entreprise ou aux clients de celle-ci.

Cette obligation se poursuivra au-delà de la rupture du présent contrat, quelle qu'en soit la cause ou l'auteur.

Article 10 : Avantages sociaux

Le salarié bénéficiera des lois sociales instituées en faveur des salariés notamment en matière de sécurité sociale et en ce qui concerne le régime de retraite complémentaire.

Le salarié relève de la Catégorie Employé, et sera affilié, dans les conditions légales et conventionnelles :

- pour la retraite à : KLESIA Retraite ARRCO - 4-22 Rue Marie-Georges Picquart - 75017 PARIS
- pour la prévoyance à : APGIS - 12 Rue Massue - 94684 VINCENNES CEDEX

Le salarié est informé qu'un régime frais de santé est mis en place dans l'entreprise et reconnaît expressément que la notice d'information audit régime lui a été remise.

Article 11 : Rupture du contrat

Les parties restent libres de rompre à tout moment le présent contrat sous réserve du respect des règles légales de fond et de forme et du préavis, dont la durée sera calculée en fonction des dispositions de la Convention Collective applicable dans l'entreprise et de l'ancienneté que le salarié aura acquise au moment de son départ.

Article 12 : Déclaration sociale nominative

Pour satisfaire à ses obligations déclaratives, l'entreprise transmet via le dispositif de la Déclaration Sociale Nominative (DSN) des informations nominatives auprès des organismes sociaux, chaque mois, ainsi qu'à chaque événement (arrêt de travail, fin de contrat de travail), informations sociales nécessaires à l'exercice des droits du salarié.

Conformément à la loi dite « informatique et libertés », le salarié pourra exercer des droits d'accès à ses données à caractère personnel et de rectification de celles-ci, auprès des différents organismes dont il relève en leur adressant directement une demande (adresses à retrouver sur le site dsn-info). Il convient de joindre au courrier le numéro de Sécurité sociale, l'employeur concerné par la demande et la durée concernée, ainsi qu'une photocopie d'un titre d'identité.

Article 13 : Collecte et traitement des données personnelles

Dans le cadre de la présente relation de travail, il est nécessaire pour l'entreprise de collecter des données personnelles du salarié.

A ce titre, et conformément aux dispositions du règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 entrée en application le 25 mai 2018, l'entreprise informe le salarié que ses données personnelles sont uniquement traitées et utilisées pour les besoins de l'exécution du contrat de travail et notamment dans le cadre de la gestion de carrière –formation, évaluations, discipline-, la rémunération –établissement des bulletins de salaire-, les avantages sociaux -régime de santé et de prévoyance, sécurité sociale-, ainsi que pour toutes les déclarations légales obligatoires.

L'entreprise garantit la sécurisation du traitement de ses données personnelles qui sont enregistrées dans un fichier informatisé et/ou conservées dans un dossier papier.

L'accès à ces données est strictement limité au personnel administratif et aux sous-traitants dont notamment le cabinet d'expertise comptable, en charge d'établir les bulletins de salaire et les organismes de prévoyance pour les frais de santé, qui sont également soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ses données qu'en conformité avec nos dispositions contractuelles et la législation applicable.

En dehors des cas énoncés ci-dessus, l'entreprise précise que les données personnelles ne feront l'objet d'aucun traitement commercial, leur utilisation étant limitée à la seule réalisation de la relation contractuelle, et en cas d'un traitement des données à d'autres fins, le salarié en sera préalablement informé.

Les données personnelles seront conservées pour une durée dont le terme est fixé à l'expiration du plus long des délais de prescription applicable.

Pendant cette période, l'entreprise s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte accidentelle, altération, diffusion ou accès non autorisés.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 entrée en application le 25 mai 2018, le salarié est parfaitement informé du fait qu'il dispose :

- d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de vos données ou encore de limitation du traitement
- d'opposition, pour des motifs légitimes, au traitement des données le concernant
- du droit de définir des directives relatives au sort de ses données personnelles après son décès sous réserve des dispositions légales et réglementaires applicables.
- d'un droit au retrait de son consentement à tout moment sans que cela ne préjudicie à la licéité du traitement antérieur.

Pour toute réclamation ou exercer les droits dont il bénéficie, le salarié adressera directement sa demande auprès de l'entreprise à l'adresse courriel suivante : pharmacie.arcenciel@free.fr

Pour toute information complémentaire ou réclamation, le salarié a la possibilité de contacter la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (www.cnil.fr).

Article 14 : Engagement de confidentialité

Compte tenu des fonctions occupées au sein de l'entreprise, le salarié est amené à collecter et à traiter des données à caractère personnel concernant les clients.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi qu'aux articles 32 à 35 du règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, le salarié s'engage à prendre toutes précautions conformes aux usages et à l'état de l'art dans le cadre de ses attributions afin de protéger la confidentialité des informations auxquelles il a accès, et en particulier d'empêcher qu'elles ne soient communiquées à des personnes non expressément autorisées à recevoir ces informations.

Plus précisément, le salarié s'engage expressément à :

- ne pas utiliser les données auxquelles il peut accéder à des fins autres que celles prévues par ses attributions ;
- ne divulguer ces données qu'aux personnes dûment autorisées, en raison de leurs fonctions, à en recevoir communication, qu'il s'agisse de personnes privées, publiques, physiques ou morales ;
- ne faire aucune copie de ces données sauf à ce que cela soit nécessaire à l'exécution de ses fonctions
- prendre toutes les mesures conformes aux usages et à l'état de l'art dans le cadre de ses attributions afin d'éviter l'utilisation détournée ou frauduleuse de ces données ;
- prendre toutes précautions conformes aux usages et à l'état de l'art pour préserver la sécurité physique et logique de ces données ;
- s'assurer, dans la limite de ses attributions, que seuls des moyens de communication sécurisés seront utilisés pour transférer ces données ;
- en cas de cessation de ses fonctions, restituer intégralement les données, fichiers informatiques et tout support d'information relatif à ces données.

Cet engagement de confidentialité concernant l'utilisation et la communication de données à caractère personnel s'applique toute au long de l'exécution du contrat de travail du salarié et demeurera effectif, sans limitation de durée, après la cessation de ses fonctions, quelle qu'en soit la cause.

Tout manquement à cet engagement au cours du présent contrat serait de nature à constituer une faute pouvant donner lieu à des sanctions disciplinaires et pénales conformément à la réglementation en vigueur, notamment au regard des articles 226-16 à 226-24 du code pénal.

Article 15 : Dispositions diverses

Pour toutes questions non expressément réglées par le présent contrat, les parties se conformeront aux dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en vigueur.

Sous réserve d'un changement d'activité, ou de toute autre situation entraînant leur mise en cause, la convention applicable dans l'entreprise est la suivante : Pharmacie d'officine (Code IDCC : 1996).

Pendant la durée du présent contrat, le salarié prend l'engagement de ne participer, sous quelque forme que ce soit, à aucune activité concurrente de l'entreprise qui l'emploie.

Conformément à l'article L. 6315-1 du Code du travail, le salarié est informé qu'il bénéficie tous les deux ans d'un entretien professionnel consacré à ses perspectives d'évolution professionnelle, notamment en termes de qualifications et d'emploi.

Il déclare, en outre, être libre de tout engagement et n'être lié par aucune clause de non concurrence à l'égard de son ancien employeur.

Le salarié s'engage à faire connaître dans les plus brefs délais à l'entreprise tout changement dans sa situation personnelle (adresse, situation familiale, etc.).

Pour donner force juridique à ce document et afin de confirmer son accord, le salarié remettra à la Direction un exemplaire du contrat dûment signé et paraphé.

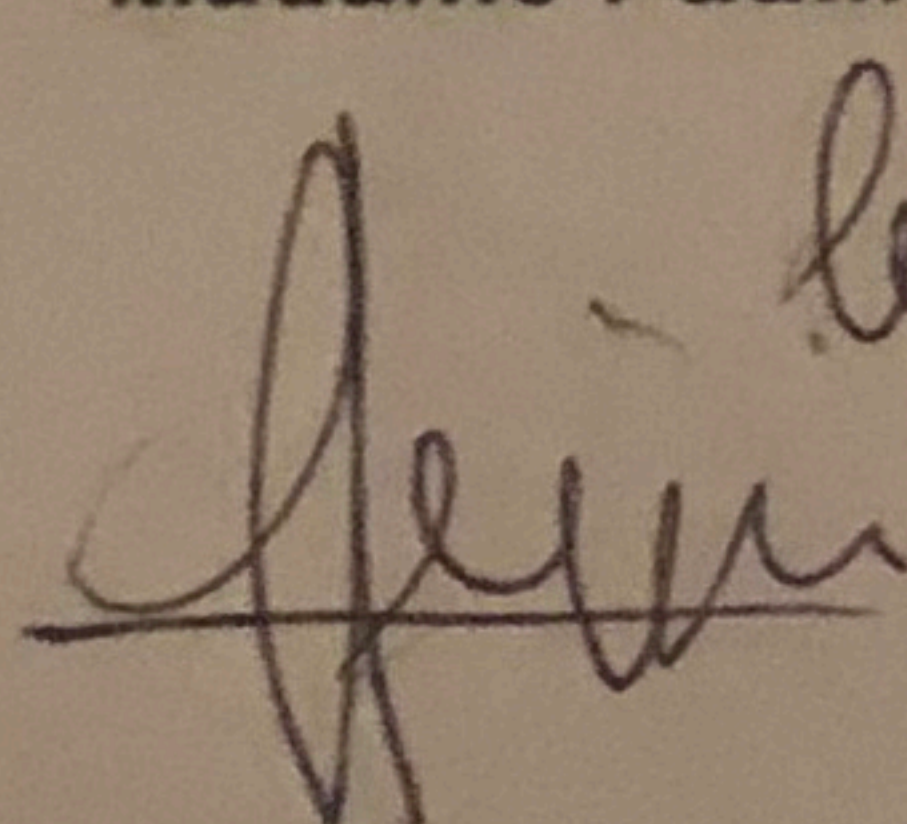
Fait à SAINT-GAUDENS, en deux exemplaires

Le

Paraphe des parties sur chaque page

Signatures précédées de la mention « Lu et approuvé »

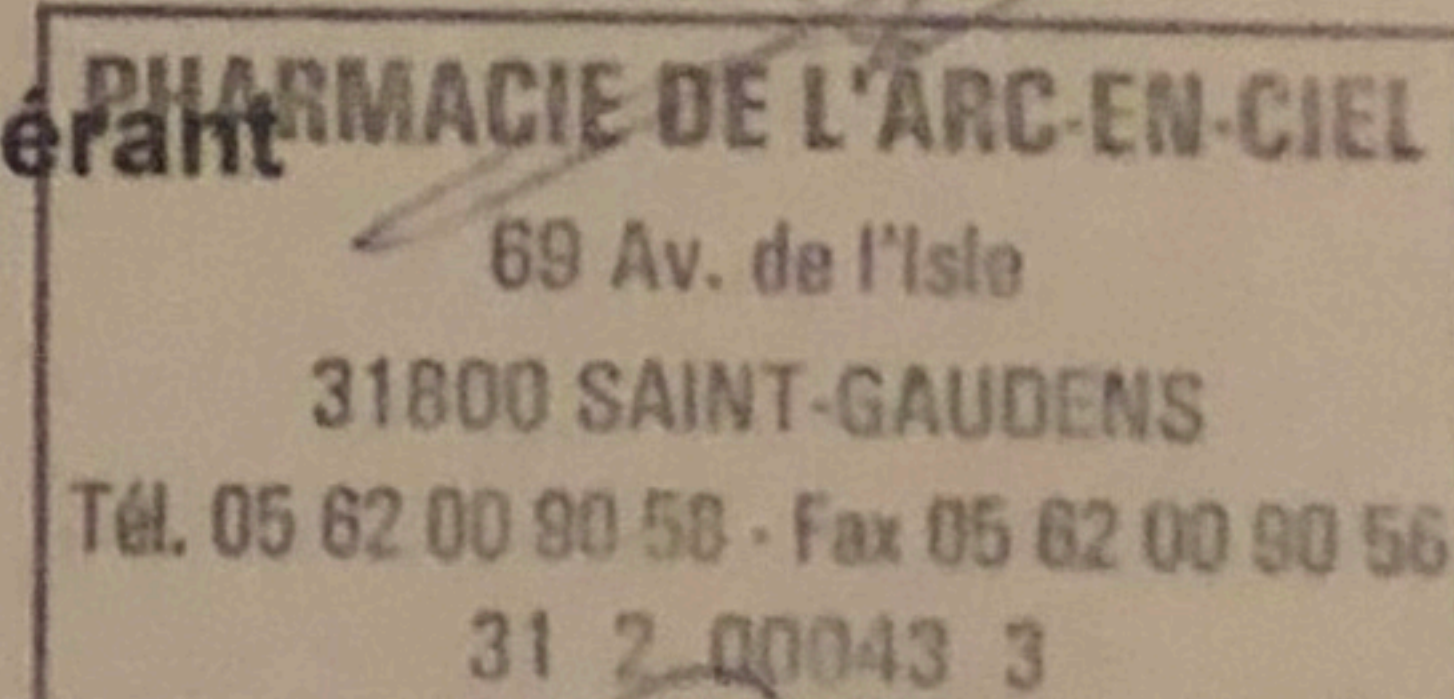
Madame Pauline PIPIER

Lu et approuvé


Pour la SELARL PHARMACIE DE L'ARC
EN CIEL :

M.....

Co-Gérant



Rourot Corine

* J'accepte que mes données personnelles soient conservées, traitées et utilisées par l'entreprise dans l'exécution du contrat de travail et qu'elles soient traitées conformément aux stipulations de l'article 13 du présent contrat de travail ainsi qu'aux dispositions légales et réglementaires applicables, dont le Règlement général sur la protection des données personnelles entré en vigueur le 25 mai 2018.

(* Case à cocher)